

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT

Les trois vallons
B.P 131
38081 L'Isle-d'Abeau

Références : 20240321_RAP_Insp_VicatMontagnole_Complet - Copie.odt
Code AIOT : 0006101590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement VICAT implanté Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole
- Code AIOT : 0006101590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de MONTAGNOLE est nouvellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023. Cet AP autorise la Société VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, sur le territoire de la commune de MONTAGNOLE. La superficie autorisée représente environ 90 ha et la durée de l'exploitation est fixée à 30 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Cessation d'activités
- Suivi d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 7.1.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 2.3.1	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 7.1.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence d'écart notable vis-à-vis des dispositions réglementaires contrôlées. Quelques justifications sont à apporter quant à la finalisation des opérations de réaménagement de l'ancienne plateforme industrielle du Pontet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Equipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles empêcheront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancienne plateforme industrielle du Pontet prévue dans le rapport n° V/MTGNOL/CESSACT/2021/B, des installations (2 anciens silos métalliques) devant être démantelées restent encore en place dans l'attente de la finalisation de l'évacuation de ce matériel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra être en mesure de se positionner quant aux délais de démantèlement de ces équipements. Conformément à l'article 1.5.3 de l'AP du 06/04/2023, la justification des mesures mises en place pour garantir la mise en sécurité et la prévention des accidents devra être transmise au service d'inspection des installations classées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est réalisé et mis en œuvre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées par une station météorologique représentative ou dédiée. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan reprend les valeurs mesurées et les commente sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>Le respect de la norme de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La localisation des points de mesures est annexée en annexe 4 du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté au service d'inspection des installations classées le plan de surveillance des émissions de poussières mis en place sur la carrière de Montagnole.</p> <p>Lors de la lecture de ce plan de surveillance, une incohérence a été relevée entre le nommage des points de mesures inscrits sur le rapport annuel des mesures et le nommage des points de mesures du schéma de localisation annexé à l'AP du 06/04/2023.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Une attention particulière sera portée par l'exploitant sur la cohérence du nommage des points de mesure afin de garantir la conformité aux documents réglementaires applicables au site (Annexe 4 de l'AP du 6/04/23).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 7.1.1.2
--

Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection, un point particulier a été fait sur la réalisation effective du bornage du site. Le plan de bornage associé a été présenté le jour de l'inspection. La finalisation de la contractualisation du bornage du périmètre est encore en cours et devrait être terminée dans les prochaines semaines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois le bornage contradictoire finalisé, l'ensemble des documents devra être tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 7.1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité et réaménagement
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en service de l'exploitation et conformément au dossier de cessation d'activité n° V/MTGNOL/CESSACT/2021/B de l'ancienne plateforme industrielle du Pontet, l'exploitant transmet au service d'inspection des installations classées une note technique mentionnant : <ul style="list-style-type: none"> – le calendrier prévisionnel de la réorganisation de la plateforme ; – le devenir des bâtiments non réutilisés (sécurisation ou démantèlement) ; – les modalités techniques de démontage des bâtiments non réutilisés (localisation, travaux nécessaires, déchets produits, dangerosité, volumes, etc.) ; – les procédures de contrôle et de surveillance proposées lors des phases de démantèlement ; – la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; – en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol. Le réaménagement de la plateforme devra être conduit conformément aux éléments de la note technique mentionnée ci-avant.
Constats : En amont de la visite d'inspection, la note technique citée à l'article 7.1.1.4 de l'AP du 06/04/23 a été transmise par l'exploitant en date du 15/02/2024 au service d'inspection des installations

classées. Cette note intègre l'ensemble des informations requises.

Pour autant, le récolement du réaménagement de la plateforme ne peut pas être acté tant que l'ensemble des équipements devant être démantelés n'a pas été évacué du site. Or tel que précisé au constat n°1, des silos métalliques sont encore présents sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'issue de la cessation d'activité complète (évacuation des silos métalliques), l'exploitant devra transmettre au service d'inspection des installations classées les éléments justifiant du réaménagement complet de la plateforme conformément à ses engagements pris dans le dossier de cessation d'activité n° V/MTGNOL/CESSACT/2021/B.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois